

Objet: Projet raffinerie EMME

Mesdames et Messieurs les élus,

Au nom du Collectif Alerte Seveso Bordeaux Métropole, de nos enfants et des générations à venir, nous vous invitons à **VOTER CONTRE le Projet EMME** classée SEVESO Haut Risque, qui a pour but de transformer en zone industrielle, une zone actuellement humide, inondable, récemment cultivée et en partie Natura 2000.

Vous allez, avant le 7 octobre, donner un avis motivé (Favorable ou Défavorable ou sous réserve) sur ce dossier historiquement très important, pour la Gironde et l'estuaire de la Garonne.

Après une consultation réalisée par nos équipes, la plupart des élus (majorité et opposition) n'ont pas encore eu accès à ce **dossier de 3600 pages reçu en mairie le 7 août 2025..** Certains d'entre vous vont donc voter "à l'aveugle" et faire confiance à l'analyse présentée par votre maire ou leurs services techniques et économiques.

Ce dossier, l'un des premiers de la loi verte dite loi d'accélération administrative, a pour objet :

L'implantation d'une raffinerie de nickel/cobalt SEVESO SEUIL HAUT en une zone humide et inondable à risque majeur, le terrain choisi est une zone de transfert de la crue, indispensable en cas d'inondation.

Cette implantation est **incompatible avec le PPRI** mais aussi, **avec le Décret n° 2019-715 du 5 juillet 2019** du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, ainsi que le Référentiel de Protection contre les Inondations sur l'estuaire de la Gironde élaboré en 2012 par le cabinet Artelia et le Smiddest, et enfin **le PAPI** de Bordeaux Métropole.

Toute industrie, installée dans cette zone, comporte des risques très importants pour les populations de Bordeaux Métropole. Vous comme nous, ainsi que le pétitionnaire, savons **que le risque Zéro n'existe pas. Etes-vous prêts à faire prendre ce risque aux populations, aux générations futures ?**

Nous ne reviendrons pas sur l'imprévisibilité des événements climatiques, ni sur la fragilité de l'unique voie d'accès, l'avenue Labarde en partie inondable

Est-il moralement acceptable de faire prendre des risques aux populations pour une hypothétique création de 200 emplois ou d'une rétribution aux communes, associations ou organisations professionnelles par la société EMME ?

Pour vos électeurs, sachez qu'un vote avec réserves sera compris comme un vote favorable. La population, les agriculteurs sont majoritairement contre ce projet, écoutez-les.

Pour conclure acceptez-vous que l'Etat prenne le pas sur l'état de droit et la légitimité locale et environnementale. ?

Nous comptons sur vous pour nous protéger et nous défendre par votre vote

Au nom du Collectif ALERTE SEVESO BORDEAUX MÉTROPOLE

Sabine Menaut et Benoît Calvé

Parempuyre le 3 septembre 2025

Pourquoi voter contre :

Ce projet ne doit pas s'implanter à cet endroit pour les raisons suivantes :

Incompatibilité avec le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)

- Conformément à l'article **L.562-1 du Code de l'environnement**, tout projet doit être compatible avec les prescriptions des PPRI.
- Le site envisagé est classé en **zone inondable**, soumise aux crues et aux submersions marines.
- L'implantation d'une installation industrielle à haut risque (Seveso seuil haut) dans une telle zone est **manifestement incompatible** avec les dispositions du PPRI et contrevient aux objectifs de prévention des risques.

2. Risques technologiques majeurs pour la sécurité publique

- L'usine envisagée relève du régime **Seveso seuil haut** (Directive 2012/18/UE transposée dans le Code de l'environnement).
- La raffinerie manipulera des substances **toxiques et immédiatement miscibles dans l'eau**, aggravant considérablement l'exposition de la population en cas de crue, de submersion ou d'accident industriel.
- Le principe de **sécurité des personnes et des biens** (article L.110-1 II 1° du Code de l'environnement) impose de prévenir de tels risques.

3. Atteinte à la protection des milieux aquatiques et des zones humides

- Les zones humides en bordure de Garonne jouent un rôle essentiel de **protection contre les inondations** et de maintien de la **qualité écologique des milieux aquatiques** (Directive cadre sur l'eau 2000/60/CE ; articles L.211-1 et suivants du Code de l'environnement).
- L'artificialisation de plus de 30 hectares naturels et agricoles est en contradiction avec l'objectif de **Zéro Artificialisation Nette (ZAN)** posé par la loi Climat et Résilience (art. 191).
- **4. Non-conformité avec les principes généraux du droit de l'environnement**
- En application de l'article **L.110-1 du Code de l'environnement**, le projet méconnaît plusieurs principes :
 - Le **principe de prévention**,
 - Le **principe de précaution**,
 - Le **principe de non-régression** (article L.110-1 II 9°).

L'autorisation d'un tel projet exposerait la population et les milieux naturels à des risques manifestement disproportionnés